

Que voulons-nous ?

al-Balagh, 15 mars 1945

On dit que les affaires de politique étrangère sont devenues, ces jours-ci, des questions d'une telle gravité que les meneurs d'opinion ne devraient pas négliger d'y alerter les peuples, et de les aider à comprendre ce qu'elles peuvent receler — des questions touchant leur avenir proche ou lointain de manières qu'on ne saurait corriger qu'au prix d'un grand effort, de bien des peines, et de bien des sacrifices qui pourraient être entièrement évités, si les peuples affrontaient leurs propres affaires avec discernement et réflexion, si leurs dirigeants et leurs hommes d'État leur parlaient avec franchise, honnêteté et sincérité.

Ceux qui affirment cela en trouvent la preuve dans ces discussions abondantes et incessantes qui ont cours, en ce moment, parmi les peuples des grands comme des petits États. On ne cesse de parler de la conférence de San Francisco en Angleterre et en Amérique, ni dans les pays européens libérés dont les nouvelles nous parviennent avec quelque régularité. Rien ne le prouve mieux que certaines nouvelles publiées ce matin même, sur les efforts des orateurs américains pour promouvoir la conférence de San Francisco dans les villes et les villages, et parmi les élèves et les étudiants ; ou les émissions quotidiennes de la radio française, destinées à informer le peuple français des problèmes qui seront étudiés à la conférence de San Francisco, et à le convaincre, lui et d'autres peuples, de la position adoptée par le gouvernement français — son refus déclaré de se lier à quelque engagement que ce soit, sans discernement, sans étude, et sans conviction véritable. Les Français ont poussé cela si loin que des soupçons sont nés à leur égard, contraignant leur propre ambassadeur aux États-Unis à démentir les rumeurs circulant dans certains milieux politiques, selon lesquelles la France chercherait à entraîner les pays libérés dans une opposition aux trois grandes puissances.

Rien ne le prouve mieux, non plus, que ce qui fut publié en Amérique avant-hier, et dont une partie nous est parvenue hier : que l'opinion publique belge n'a aucune foi en la conférence de San Francisco, n'en attend aucun bien, et n'y voit qu'une réunion où les représentants des trois grandes puissances donneront des leçons de bonnes manières sociales et politiques à un groupe d'enfants mineurs. Deux choses ont poussé les Belges à ce profond pessimisme : d'abord, la conduite des trois

grandes puissances face au problème polonais ; ensuite, la déception qui s'est installée dans le cœur des peuples libérés depuis leur propre libération — ils s'attendaient avec confiance à voir leur liberté leur être rendue tout entière, et leur prospérité leur être restituée pleinement, dès que les Allemands seraient chassés de leurs terres. Or, ils regardent autour d'eux, et trouvent leur liberté encore liée aux conditions de guerre, et trouvent qu'un écart considérable les sépare encore de la prospérité — voire de ce qui suffirait simplement à assurer leur propre subsistance.

Si telle est la situation des pays européens libérés, où la guerre continue de se dérouler sur leur propre sol, ou tout près de leurs frontières, et si leur propre proximité des champs de bataille ne les empêche pas de discuter de ces questions avec une telle liberté et une telle franchise, alors il me semble que nous-mêmes pourrions parler avec tout autant de liberté et de franchise que ces peuples. Les hommes politiques américains — toujours enclins à la liberté — ont montré leur propre souci de faire du projet qui sera étudié à la conférence de San Francisco l'objet d'un débat véritablement libre, où la volonté des peuples apparaîtrait clairement et nettement, ou, à tout le moins, où apparaîtraient clairement les avis des dirigeants qui guident ces peuples, et les éclairent sur ce qu'ils doivent entreprendre ou dont ils doivent s'abstenir. C'est pourquoi j'ai dit, et continue de dire : le sort des nations ne devrait jamais se décider sous la loi martiale, ni se régler sans que les gens puissent se parler entre eux, s'écouter les uns les autres, parler à leurs propres gouvernements et les écouter, et entreprendre, ou s'abstenir d'entreprendre, ce qu'ils entreprennent ou dont ils s'abstiennent, seulement une fois leur propre cœur satisfait, leur propre esprit convaincu, et leur propre âme en paix avec cette entreprise ou cette abstention.

Il faut bien énoncer un fait : c'est une erreur d'imaginer que la conférence de San Francisco est accueillie, par les pays libérés et par les peuples que l'on appelle les petits peuples, avec la chaleur que l'on attendait, ou qu'elle répand dans leur cœur la grande allégresse que l'on attendait qu'elle y répande.

Cela tient à ce que les trois grandes puissances n'ont pas su se montrer véritablement généreuses, ni concilier les promesses qu'elles prodiguaient aux jours de l'épreuve avec les décisions qu'elles ont prises une fois l'aisance revenue. Les trois grandes puissances furent prodiges de promesses aux jours de l'épreuve, au point que les peuples vaincus et

les peuples faibles en vinrent à être pleinement convaincus que la terre serait remplie de justice, après avoir été remplie d'injustice, et que le nouvel ordre mondial ne ferait aucune distinction entre peuples forts et peuples faibles, et ne laisserait jamais les grandes puissances monopoliser les décisions aux dépens des petits États.

Je ne sais comment les peuples de cette époque moderne ont pu répondre à de telles espérances sans tirer profit des nombreuses leçons que l'humanité avait déjà apprises, mais ils y ont répondu, quoi qu'il en soit, et leur ont fait confiance, exactement comme ils avaient répondu et fait confiance à des espérances semblables au lendemain de la précédente guerre — avec cette seule différence, qu'il convient de relever : les discussions sur la paix et l'organisation du monde étaient restées des secrets soigneusement gardés durant la précédente guerre, jusqu'à l'annonce de l'armistice. Dans cette guerre-ci, en revanche, les circonstances de la politique américaine ont exigé qu'on parle abondamment du monde nouveau, des Quatre Libertés, et de la Charte de l'Atlantique, alors même que la guerre faisait rage dans ses phases les plus violentes et les plus dangereuses. Et, chose curieuse, le pessimisme et la méfiance ne se limitent pas aux nations libérées et aux peuples faibles — ils trouvent aussi à s'exprimer au sein même des trois grandes puissances.

Je n'en donnerai qu'un seul exemple : cette lettre que le professeur Beveridge a adressée au Times, publiée à la fin de la semaine dernière, dans laquelle il critique le mode de scrutin du Conseil de sécurité, estimant que, si ce mode n'est pas modifié, il aboutira inévitablement à un résultat dangereux — à savoir que les petits États seront contraints de rechercher refuge dans des alliances conclues avec les grandes puissances, ce qui aura inévitablement pour effet de diviser à nouveau le monde en zones d'influence, de ramener la rivalité entre grandes puissances autour de ces zones d'influence à un état pire encore qu'avant la guerre, et de précipiter ces mêmes grandes puissances vers une troisième guerre. Ainsi parlait le professeur Beveridge — et les propagandistes français se sont aussitôt emparés de cette lettre, la diffusant à la radio pour appuyer leur propre objection au système de vote du Conseil de sécurité.

C'est aussi une erreur d'imaginer que ce sur quoi les trois chefs d'État se sont accordés à la conférence de Crimée puisse constituer une solution définitive aux problèmes qu'ils y ont abordés. Si grande que soit leur propre part de clairvoyance, de sagacité, et de puissance matérielle,

aujourd'hui triomphante en Orient comme en Occident, les trois chefs ne sont pas plus forts que la nature des choses, ni que les faits eux-mêmes. Il suffit de regarder le problème polonais pour voir qu'il demeure exactement ce qu'il était le jour où les trois ont rendu leur décision à la conférence de Crimée. Le gouvernement polonais résidant à Londres n'a pas changé sa propre position, ni peu ni beaucoup, demeurant dans le rejet et la protestation ; le gouvernement polonais résidant à Varsovie, connu sous le nom de gouvernement de Lublin, demeure exactement ce qu'il était, la formation d'un nouveau gouvernement n'ayant pas avancé d'un seul pas — au point que les Alliés en sont venus à craindre, avec une réelle inquiétude, que la conférence de San Francisco ne se tienne sans que la Pologne y soit présente, alors même qu'elle fut la toute première victime de la guerre, et le pays vaincu le plus profondément marqué par ses horreurs. Le fait est que la Pologne n'a pas encore été invitée à la conférence, simplement parce que les Alliés ne savent pas à qui adresser cette invitation — bien qu'ils puissent bien le savoir un jour.

On avait cru que les questions balkaniques avaient déjà été réglées entre les trois grandes puissances à la conférence de Crimée, mais il apparaît que les problèmes des Balkans ne finissent jamais. Parmi les sujets abordés hier à la Chambre des communes figurait le changement de gouvernement en Roumanie : il apparaît que le gouvernement roumain, dirigé par le général Rădescu, n'a jamais été véritablement loyal envers la démocratie, et que les Russes, s'inquiétant pour leurs propres voies de communication, l'ont fait tomber ; son propre chef, craignant pour sa vie, s'est réfugié à la légation britannique. Les Russes ont mal pris que leurs propres alliés protègent ce réfugié, et ont protesté ; M. Eden a déclaré hier que cette question fait actuellement l'objet de discussions et de consultations entre le gouvernement britannique, le gouvernement américain, et le gouvernement russe, naturellement.

Les nouvelles continuent de nous parvenir selon lesquelles les choses, en Grèce, demeurent loin d'être calmes ou stables — certains Grecs n'ayant même pas déposé les armes, et continuant de résister dans certaines régions. Tout cela signifie que l'accord conclu entre les trois grandes puissances a bien son importance, sans nul doute, mais qu'il ne résoudra ni les problèmes du monde, ni les problèmes internes des pays libérés, ni ceux des pays vaincus. Si le progrès moderne a réalisé quelque avancée pour l'humanité, c'est bien celle-ci : le sort des nations ne peut être décidé par des individus, mais seulement par les nations elles-mêmes ; et le sort du monde ne peut être décidé par les seules grandes nations,

mais doit l'être par le monde lui-même, sur le fondement du droit, de la justice, et de l'égalité entre le fort et le faible, entre le petit et le grand, entre les États dotés d'armées considérables et les États qui n'en ont aucune.

Il est certain que les peuples se sont convaincus de ce principe, bien que sa mise en œuvre puisse exiger un temps plus ou moins long, et se heurter à des difficultés, et que des obstacles puissent se dresser sur son chemin. Mais la nature parvient toujours à sa fin, et réalisera la liberté et l'égalité entre les États, tout comme elle a déjà réalisé la liberté et l'égalité entre les individus dans nombre de pays démocratiques et civilisés.

Il suffit d'observer qu'un individu fort et riche, doté de puissance et de force, de pouvoir et de prestige, ne peut, dans un pays civilisé, s'en prendre à un individu faible et pauvre, dénué de toute puissance ou de tout prestige, sans trouver l'État lui-même prêt à dissuader cette agression avant qu'elle ne se produise, et à la punir une fois qu'elle s'est produite.

C'est sur cette base, et sur cette base seule, que les peuples comprennent ce que devraient être les relations entre eux au sein de l'ordre international. Et jamais les peuples ne pourront admettre que quatre ou cinq grandes puissances jouissent d'une immunité qui empêche les petits États d'obtenir réparation, si ces puissances leur causent quelque tort.

Si le système du Conseil de sécurité n'est pas modifié de manière à effacer la distinction entre ces grandes puissances, dotées d'armées considérables et de flottes en mer comme dans les airs, et les petits États incapables de se mesurer à elles sur le terrain de la force matérielle — je dis bien : si le système du Conseil de sécurité n'est pas modifié de manière à effacer cette distinction entre ces deux catégories d'États, la conférence de San Francisco n'accomplira rien du tout. Elle ne fera, au contraire, que renforcer ce même phénomène qui a déjà corrompu la vie intérieure des peuples, et qui commence à corrompre la vie internationale elle-même — le phénomène de la lutte des classes. Le monde assistera à une lutte interne entre les classes au sein d'un même peuple, et à une lutte internationale entre les classes des États puissants, des États moyens, et des États faibles. Et ce n'est pas pour cela que cette guerre fut menée, ni pour cela que les peuples en ont enduré les horreurs.

Quelle devrait donc être notre propre position, dans tout cela ? J'ignore quelle attitude adoptera la délégation constituée hier, ou avant-hier. Mais ce que je sais, et que je crois seul conforme à notre propre intérêt, c'est ceci : l'Égypte, faible, et aspirant à l'indépendance complète, ne devrait se lier à rien, quelles que soient les circonstances, tant que son indépendance complète ne sera pas devenue un fait établi, à l'abri de toute agression. Et ce que je sais, et que je crois conforme à la dignité de notre noble patrie, c'est que le mot « non », prononcé au moment opportun, protège les peuples, les individus, et les générations futures, de dangers véritablement graves.